

France: Le gouvernement veut accueillir

500 000 étudiants étrangers d'ici 2027

Par [Grégoire Sauvage](#) - Publié le 19-11-2018 sur RFI

Le Premier ministre Edouard Philippe a présenté ce lundi 19 novembre un plan pour favoriser l'attractivité des universités françaises. Il prévoit de faciliter l'obtention de visas, d'offrir un meilleur accès à des bourses, l'ouverture de campus à l'étranger mais aussi la hausse des droits d'inscription pour les étudiants extraeuropéens.

La France peut mieux faire. C'est le message que le Premier ministre a voulu faire passer ce lundi à Paris lors des Rencontres universitaires de la Francophonie. Avec 320 000 étrangers chaque année, l'Hexagone est le quatrième pays d'accueil d'étudiants internationaux après les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie. Cependant, la France risque un décrochage. Entre 2010 et 2015, les inscriptions à l'université des étudiants étrangers ont baissé de 8% et des pays comme l'Allemagne, la Russie, la Chine, le Canada et même l'Arabie Saoudite talonnent la France en multipliant les mesures d'attractivité pour former les meilleurs cerveaux de la planète.

« Notre objectif : gagner la bataille de la concurrence internationale en accueillant les étudiants les plus brillants et les plus méritants, qu'ils viennent de Pékin ou de Kinshasa, qu'ils étudient l'intelligence artificielle ou la linguistique médiévale », a détaillé Edouard Philippe. Baptisé « Bienvenue en France », le plan dévoilé par Matignon vise à faciliter l'obtention de visa à travers des procédures en ligne simplifiées, à créer un label d'accueil des étudiants étrangers pour les établissements du supérieur mais aussi à développer les campus dans d'autres pays. Un fonds de 5 puis 20 millions d'euros est prévu pour l'implantation de campus français à l'étranger.

Parmi les annonces phares du gouvernement figure le triplement du nombre de bourses. 14 000 bourses d'exemption seront ainsi créées visant principalement les étudiants des pays en voie de développement. Une mesure financée par la hausse des frais d'inscription. En somme, les étudiants étrangers qui ont les moyens paieront pour ceux qui en ont le moins

Les frais de scolarité vont considérablement augmenter

Aujourd'hui, les étudiants extraeuropéens, environ 100 000 en France, doivent s'acquitter des mêmes frais que les étudiants français. A partir de la rentrée 2019, ils devront verser 2 770 euros en licence et 3 770 euros en master et doctorat, soit un tiers du coût réel d'un étudiant pour le budget de l'Etat. Ces recettes supplémentaires devraient servir à financer les bourses d'exemption mais aussi à améliorer l'enseignement et l'accueil de ces étudiants.

Selon le gouvernement, cette nouvelle stratégie opère une forme de révolution en faisant « que notre attractivité ne soit plus en partie fondée sur la quasi-gratuité (...) mais sur un vrai choix, un vrai désir, celui de l'excellence », a fait valoir le Premier ministre. Cependant, Edouard Philippe a voulu relativiser cette hausse qui inquiète les syndicats étudiants. Venir en France continuera à coûter moins cher qu'au Royaume-Uni ou aux Etats-Unis où les frais d'inscription à l'université se comptent en plusieurs dizaines de milliers de dollars.

Le gouvernement veut accueillir 500 000 étudiants étrangers d'ici 2027, soit près de 200 000 de plus qu'aujourd'hui. L'objectif semble ambitieux mais le contexte est favorable : entre la politique migratoire drastique de Donald Trump et les effets du Brexit attendu au mois de mars prochain, l'Hexagone pourrait bien tirer son épingle du jeu dans cette lutte pour la formation des élites de demain.

